



**Pour une Europe des Citoyens:
Priorités pour un Avenir meilleur
("Manifeste de Rome")**

Adopté par le Congrès PPE
Rome, 30-31 mars 2006

(Version originale : texte anglais.
Traduction fournie à titre d'information uniquement)

Table des Matières

1. Introduction et analyse	p. 3
2. L'Union européenne – une Union de Valeurs	p. 5
3. Des priorités claires, une meilleure réglementation, moins de bureaucratie	p. 8
4. Une Europe plus transparente et capable d'agir	p. 16
5. Conclusion – Notre engagement pour le projet européen	p. 19

1. Introduction et analyse

Le processus d'intégration européenne constitue la plus grande avancée de l'histoire de notre continent. L'Union européenne a offert à ses citoyens, la paix durable, la liberté, la stabilité et la prospérité. Notre famille politique a influencé considérablement ce développement historique. Depuis l'élargissement à dix nouveaux Etats membres, l'Europe a fait un pas considérable vers la réunification. Deux ans plus tard, nous pouvons déjà en constater les effets très positifs pour les citoyens dans toute l'Europe – sur le plan politique, économique et social. L'unification de l'Europe a créé de la croissance et de l'emploi dans toute l'Europe. Le projet européen doit rester fidèle à la vision des pères fondateurs – un projet d'espoir et de prospérité pour l'ensemble du continent.

Notre famille politique a toujours été, plus que toute autre, à la base du projet européen. Depuis la création des Communautés européennes après la seconde guerre mondiale jusqu'à la réunification européenne, avec l'effondrement du communisme en Europe centrale et orientale, et l'introduction de l'euro, ce sont des hommes d'Etat courageux appartenant à notre famille politique, qui ont joué un rôle crucial. Aujourd'hui, le Parti Populaire Européen est déterminé à façonner l'Europe du futur. De nos jours comme par le passé, les mouvements d'extrême gauche et d'extrême droite ont souvent rejeté l'intégration européenne et démontrent aujourd'hui encore qu'ils n'ont aucun projet pour l'avenir de l'Europe. A travers l'histoire, le PPE a toujours été le parti européen qui ait le projet le plus précis pour l'Europe, car il est déterminé à résoudre les problèmes des citoyens, et à faire face à ce qui les préoccupe le plus. L'Europe doit prendre les mesures nécessaires pour atteindre ses objectifs.

Le PPE reste convaincu que nous avons raison de vouloir rédiger un Traité constitutionnel comme nouvelle base pour l'Union européenne. Et nous souhaitons que les réalisations et les réformes préconisées par le Traité soient concrétisées, afin que l'Union puisse fonctionner de manière plus transparente, démocratique et efficace. Ceci aura pour effet de renforcer l'adhésion des citoyens au projet européen.

Néanmoins, le résultat des référendums en France et aux Pays-Bas a démontré que le soutien des citoyens au processus actuel d'intégration européenne, est en baisse. Le résultat de ces référendums n'était pas un accident ; il représente une tendance qui prend de l'ampleur dans de nombreux Etats membres. Ce phénomène est lié notamment au fait que les gouvernements nationaux ne mettent pas assez en avant les bienfaits de l'Union européenne pour les citoyens. Ceux-ci veulent une Europe forte, qui apporte une valeur ajoutée, et s'occupe des problèmes qui les préoccupent vraiment. L'image de l'Union européenne est trop souvent liée à des éléments négatifs tels que la bureaucratie et le manque de transparence de son processus décisionnel. L'Union est également trop souvent accusée d'être responsable des défis économiques posés par la mondialisation et de ses conséquences sur nos économies et nos sociétés.

Le PPE considère que le dernier élargissement est bénéfique pour tous les Etats membres – autant les anciens que les nouveaux. Malgré cela, de nombreux citoyens

51 sont de plus en plus critiques vis-à-vis de l'Union européenne. Ils ont le sentiment
52 que l'Union a réalisé son élargissement sans avoir, au préalable, résolu certains
53 problèmes internes importants et, de manière plus générale, critiquent la manière
54 dont l'Union s'est développée. Cet état de fait ne peut pas être uniquement lié à un
55 manque d'informations sur l'UE ; une nouvelle approche est nécessaire : ce ne sont
56 pas les citoyens qui doivent chercher l'information, mais bien l'information qui doit
57 aller à la rencontre des citoyens. Par conséquent, nous proposons de renforcer
58 l'identité de l'Union en impliquant pleinement les citoyens dans ce processus – car,
59 pour être forte et à même de sauvegarder nos intérêts communs sur la scène
60 internationale, l'Union doit être cohésive et défendre nos valeurs et normes
61 communes.

62

63 Il est essentiel d'identifier les problèmes et les défauts de notre modèle d'intégration.
64 Nous voulons une Europe des Citoyens et pensons donc qu'il est nécessaire de
65 renforcer le principe de subsidiarité, la solidarité et le personnalisme, dans le cadre
66 d'une répartition rationnelle des compétences. Nous voulons également une structure
67 institutionnelle transparente - à même d'organiser un réseau d'activités politiques
68 pouvant stimuler la participation citoyenne - ainsi qu'une simplification des
69 procédures décisionnelles et une clarification des sphères de responsabilité. Une
70 Union européenne de 25 Etats membres et plus, pose de nouveaux défis quant à la
71 manière de répondre aux préoccupations de ses citoyens.

72

73 L'Union doit fournir un cadre économique compétitif afin de favoriser la croissance et
74 la création d'emploi pour les citoyens européens, en tenant compte de la cohésion
75 sociale et des normes environnementales. Pour ce faire, les partenaires sociaux et les
76 autres organisations de nos sociétés doivent assumer leurs responsabilités et
77 contribuer à façonner l'Europe du futur. Une meilleure coordination des politiques
78 économiques au niveau européen et un respect strict du Pacte de Stabilité et de
79 Croissance dans toute l'Union européenne, sont essentiels si l'on veut maintenir la
80 stabilité économique, élément indispensable pour atteindre ces objectifs. Ainsi, nous
81 pourrons relever les défis de la mondialisation et profiter de plus en plus des
82 opportunités que cette dernière nous offre.

83

84 Le PPE est convaincu que les citoyens européens, dans leur grande majorité,
85 souhaitent vivre au sein d'une Union forte, qui trouve des solutions rapides et
86 efficaces au niveau européen aux problèmes qui ne peuvent être aussi bien traités
87 par les Etats membres seuls, que ce soit au niveau national, régional ou local. Les
88 questions de sécurité, dans un monde dont la liberté, la démocratie et la stabilité
89 sont confrontées à de nouvelles menaces, seront très importantes. Nous devons
90 mettre en avant et expliquer aux Européens, ce que représente la « valeur ajoutée »
91 de l'intégration européenne et en présenter les avantages – souvent considérés
92 comme allant de soi – sur leur vie quotidienne. Il est grand temps de redéfinir les
93 priorités de l'Europe d'une façon plus claire et plus concise, et de répondre avec
94 conviction et résolution, aux inquiétudes des Européens. Pour ce faire, nous avons
95 besoin de dirigeants politiques déterminés et visionnaires, qui soient inspirés par le
96 courage et la conviction des pères fondateurs de l'Europe. A travers ce 'Manifeste', le
97 Parti Populaire Européen aspire à relever ces importants défis.

98

2. L'Union européenne – une Union de Valeurs

98
99

100

101 Le projet d'intégration européenne se fonde depuis toujours sur des valeurs
102 communes et sur notre volonté à travailler ensemble afin d'assurer la liberté, la paix,
103 la stabilité et la prospérité dans toute l'Europe, et de promouvoir les avantages de ce
104 projet. L'Union européenne ne pourra continuer à fonctionner que si tous ses Etats
105 membres et ses institutions – qui ont pour tâche de défendre le projet d'intégration
106 européenne – partagent une vision déterminée et cohésive de l'avenir, et qu'ils sont
107 prêts à répondre aux différents défis de manière efficace et effective et à jouer un
108 rôle prépondérant sur la scène internationale. Nous devons redonner confiance aux
109 Européens et à l'Union européenne dans son ensemble.

110

111 La culture politique du Parti Populaire Européen, si riche et plurielle, est un exemple
112 qui caractérise bien l'Europe : issus de diverses traditions politiques, les partis
113 membres du PPE sont unis par des valeurs et principes communs : la dignité de la
114 personne humaine, la liberté et la responsabilité, l'égalité fondamentale, la justice, la
115 subsidiarité et la solidarité. Ces valeurs sont communes aux sociétés des Etats
116 membres, lesquelles se fondent sur le pluralisme démocratique, l'Etat de droit, la
117 non-discrimination, la tolérance et la propriété privée, sur base de l'économie sociale
118 de marché.

119

120 Face aux nouvelles tendances de la vie socio-culturelle dans le monde occidental, le
121 Parti Populaire Européen a toujours été guidé par ces valeurs et traditions, qui
122 comprennent également le respect de la famille, des minorités traditionnelles et des
123 religions et églises historiques, et qui forment depuis très longtemps les piliers de la
124 civilisation européenne. Le principe de subsidiarité dans le domaine de la législation
125 relative à la famille, devrait être respecté et la compétence dans ce domaine devrait
126 rester, dans le futur également, du ressort des Etats membres. Les institutions
127 européennes se doivent de respecter et de sauvegarder ce principe.

128

129 Notre esprit universel, les racines judéo-chrétiennes de l'Europe, son héritage
130 culturel commun, ainsi que son histoire classique et humaniste et les avancées du
131 siècle des Lumières, constituent les fondements de notre plateforme politique. Notre
132 engagement et notre approche visionnaire pour une Europe unie et forte, nous ont
133 donné la force d'évoluer et de relever efficacement les défis posés à l'Europe. Le
134 terrorisme et le fondamentalisme, qui s'en prennent à nos valeurs, ont pour but de
135 détruire nos sociétés libres et ne peuvent en aucun cas se justifier.

136

137 Ce sont les pères fondateurs de l'Europe qui ont forgé l'identité du Parti Populaire
138 Européen - Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide de Gasperi et Konrad Adenauer. Ils
139 ont fondé l'Europe sur des valeurs et des idéaux que nous sommes déterminés à
140 défendre. Le PPE est le parti politique européen le plus apte à relever les énormes
141 défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Nous voulons offrir une
142 plateforme pour une nouvelle génération de dirigeants politiques, apportant de
143 nouvelles solutions, afin que notre vision de l'Europe puisse être réalisée.

144

145 Nos méthodes politiques, fondées sur la subsidiarité et la solidarité, sont les lignes
146 directrices de nos sociétés. Nous ne croyons pas qu'un Etat doive être responsable
147 de tous les domaines qui touchent la vie des citoyens, mais nous ne croyons pas non

148 plus que l'Europe puisse être efficace si elle s'occupe de questions qui peuvent être
149 bien mieux traitées au niveau national, voire régional ou local. C'est pourquoi le PPE
150 revendique depuis si longtemps une répartition plus claire des compétences entre les
151 autorités européennes, nationales et sous-nationales – et ce, dans le respect des
152 constitutions nationales. Nous sommes conscients que l'Union européenne des 25
153 (et 27 avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007, à condition qu'elles
154 remplissent les critères requis) demande une approche différente de celle utilisée
155 autrefois dans le cadre des Communautés des six membres fondateurs. Mais il est
156 clair également qu'une Union européenne de 25 Etats membres a besoin de disposer
157 de moyens budgétaires suffisants pour remplir ses tâches. Le Traité constitutionnel
158 offre les solutions adéquates à la plupart des problèmes.

159
160 Afin de renforcer le soutien des citoyens au processus d'intégration européenne, il
161 est réellement fondamental d'expliquer en quoi consiste notre identité européenne
162 commune. Nous devons leur rappeler que cette identité commune est liée au fait de
163 partager un espace géographique et politique commun de paix, de liberté, de
164 démocratie et de prospérité – mais qu'elle se base aussi sur la promotion de notre
165 diversité culturelle, qui est l'une des forces de l'Europe. Il est également important
166 d'intégrer l'héritage historique et les mémoires des deux parties de l'Europe, par une
167 évaluation morale et politique objective de toutes les récentes dictatures totalitaires.
168 En même temps, de nouveaux défis liés par exemple au rôle de l'Europe dans un
169 monde globalisé, exigent de nouvelles approches. Bon nombre des problèmes
170 urgents auxquels sont confrontées nos sociétés, tels que la menace terroriste,
171 l'immigration illégale, le trafic d'êtres humains, le crime organisé et d'autres défis
172 communs liés par exemple à la politique de l'énergie et aux projets d'infrastructure,
173 ne pourront être traités efficacement qu'à travers une action commune.

174
175 Le débat sur les frontières de l'Europe est au cœur même de notre identité
176 européenne commune. L'Europe est devenue depuis longtemps bien plus qu'une
177 union douanière destinée à promouvoir des politiques économiques communes.
178 L'Union s'est développée en une Union politique dotée de frontières communes, au
179 sein de laquelle le caractère inviolable de ses frontières intérieures doit être assuré
180 conformément à l'Acte final d'Helsinki, tout comme la sécurité de ses frontières
181 extérieures communes, pour garantir la stabilité et la paix. Le sentiment d'avoir une
182 appartenance commune et de partager les mêmes valeurs et principes, doit par
183 conséquent être mis en avant et renforcé, afin de ne pas perdre le soutien des
184 citoyens envers le projet européen. Il est essentiel, pour la viabilité du projet, de
185 trouver un équilibre entre l'élargissement de l'Union européenne et sa consolidation –
186 sans quoi nous mettrons en péril les acquis du passé et créerons d'énormes
187 difficultés pour l'avenir. Par conséquent, l'Union européenne doit être réformée, au
188 plus tard avant le prochain élargissement, mais après l'adhésion de la Roumanie et
189 de la Bulgarie.

190
191 L'adhésion à l'Union européenne reste l'option la plus attractive pour de nombreux
192 voisins européens de l'UE. Durant les dernières décennies, l'élargissement de l'Union
193 a constitué l'instrument principal pour promouvoir la liberté, la démocratie, la paix, la
194 stabilité et le développement économique, ainsi que les droits de l'homme et l'Etat de
195 droit partout en Europe. Cependant, après le dernier élargissement aux dix nouveaux
196 Etats membres et en l'absence d'approfondissement, l'Union doit être beaucoup plus
197 prudente vis-à-vis de ses futurs élargissements.

198

199 Tout élargissement futur devra tenir compte de la capacité de l'Union à absorber de
200 nouveaux membres. Le PPE a largement contribué au succès de l'élargissement de
201 l'Union européenne. Son travail assidu a également permis de renforcer la sécurité et
202 le dynamisme économique. Le Traité constitutionnel prévoit que tout Etat européen
203 qui respecte les principes de l'Union, peut présenter une demande d'adhésion. Les
204 pays candidats doivent respecter les critères de Copenhague, qui définissent les
205 conditions d'adhésion, ainsi que les obligations prises dans le cadre du partenariat
206 d'adhésion, et les appliquer de manière stricte. En outre, l'UE devrait offrir, aux pays
207 voisins européens qui ne peuvent ou ne veulent devenir membres à part entière de
208 l'Union européenne, la possibilité d'un partenariat particulièrement étroit,
209 comprenant des solutions multilatérales.

210

211 A travers ce partenariat particulièrement étroit, un espace économique commun
212 pourrait être créé au profit tant des pays concernés que de l'Union. Cependant, cet
213 espace devrait être bien plus qu'un « espace économique européen » et devrait
214 inclure une étroite consultation politique, tout particulièrement dans les domaines de
215 la justice et des affaires intérieures (contrôle frontalier, coopération juridique,
216 protection des droits de l'homme, échange d'informations sur le trafic d'êtres
217 humains et de drogues) ainsi que dans les domaines de la politique étrangère et de
218 sécurité (en particulier la lutte commune contre le terrorisme) et du respect des
219 frontières extérieures de l'Union. L'UE devrait encourager ces Etats à s'engager à
220 renforcer la coopération régionale entre eux, ce qui permettrait à l'Europe de
221 consolider la paix, la stabilité et la prospérité économique sur tout le continent, en
222 offrant une alternative à l'adhésion.

223

224 L'UE doit également se doter d'une politique de voisinage pour les pays de la
225 Méditerranée et de l'est du continent, en renforçant la coopération, en particulier
226 dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, la gestion des flux migratoires, le
227 trafic d'êtres humains, et le contrôle frontalier. Cette politique de voisinage devrait
228 viser à créer et développer un espace commun de paix, stabilité, sécurité, respect
229 des droits de l'homme, démocratie, Etat de droit et prospérité. Par conséquent, cette
230 politique ne devrait pas être une approche identique pour tous les pays voisins, mais
231 plutôt prévoir des mesures incitatives et des obligations différentes pour chacun
232 d'entre eux. Elle devrait également inclure une perspective européenne pour les pays
233 voisins européens. A l'avenir, l'UE devrait davantage contribuer au développement de
234 la démocratie et à la défense des droits de l'homme dans ces pays voisins. Toute
235 avancée démocratique dans ces pays devrait être vigoureusement encouragée.

236

237 Le Processus de Barcelone représente une initiative unique et ambitieuse, qui a jeté
238 les bases d'une nouvelle relation régionale et a marqué un tournant décisif dans les
239 relations euro-méditerranéennes. Malheureusement, dix ans après le lancement du
240 Processus de Barcelone, force est de constater que ces objectifs n'ont pour la plupart
241 pas été réalisés. Pourtant, il est essentiel de les relancer, afin de créer un espace
242 commun de paix, de stabilité et de prospérité.

243

243 **3. Des priorités claires, une meilleure réglementation, moins de**
244 **bureaucratie**

245
246

247 **Première priorité: créer une Europe plus innovatrice et plus cohésive pour**
248 **favoriser la croissance et la création d'emploi**

249

250 A une époque de mondialisation accélérée, les citoyens attendent que l'Europe les
251 aide à profiter de ses opportunités et les protège contre ses dangers. Face à la
252 concurrence planétaire, l'Europe doit être clairement accueillante pour ses jeunes,
253 ses créateurs, ses inventeurs, ses entreprises, et elle doit redevenir une localisation
254 privilégiée pour toutes les activités créatrices d'emplois nouveaux. Si l'on analyse les
255 études réalisées régulièrement par l'Union européenne, on constate clairement que la
256 principale source d'inquiétude des citoyens est liée à la situation économique en
257 Europe et au taux de chômage élevé dans de nombreux Etats membres. L'Union
258 européenne peut contribuer à la création d'emploi en instaurant un cadre
259 économique favorable.

260

261 Premièrement, il est nécessaire de créer un environnement macroéconomique sain et
262 stable, afin de renforcer la confiance des entrepreneurs et des consommateurs. Ce
263 sont en effet des conditions essentielles préalables à la création de croissance et
264 d'emploi.

265

266 Ensuite, il convient de disposer d'une politique monétaire solide, qui surveille de près
267 les différents facteurs intervenant dans la stabilité des prix à long terme. En
268 maintenant l'inflation à un niveau bas, il n'est plus nécessaire de relever les taux
269 d'intérêt, ce qui peut très sérieusement affecter les taux de croissance en Europe.

270

271 Troisièmement, nous devons poursuivre les réformes structurelles dans les marchés
272 des produits, des capitaux et du travail : en garantissant une concurrence efficace et
273 en complétant le marché intérieur, en particulier dans le secteur des services ; en
274 réalisant l'intégration complète du secteur financier ; en prenant des mesures pour
275 augmenter le taux d'activité, en particulier au sein des groupes de population qui
276 sont désavantagés, notamment les travailleurs âgés, les jeunes et les femmes en
277 général. Afin de faire face au vieillissement de la population, il sera également
278 nécessaire de rendre plus compatibles la vie professionnelle et la vie familiale.

279

280 Finalement, nous devons prendre des mesures directes et concrètes afin
281 d'encourager la création d'entreprises : réduire la charge administrative, simplifier la
282 réglementation, baisser le niveau général d'imposition, améliorer l'accès des PME au
283 capital, en particulier le capital à risque, et promouvoir l'esprit d'entreprise.

284

285 L'instauration du marché unique – bien qu'il ne soit pas encore totalement achevé –
286 et d'une Union économique et monétaire stable, a été très bénéfique à cet égard.
287 L'échange de biens a créé des opportunités considérables pour les entreprises et a
288 contribué à la création d'emploi dans toute l'Union européenne. Nous devons à
289 présent nous engager à achever le marché unique, en tenant également compte de
290 la dimension sociale de ce marché, et à introduire l'euro dans les nouveaux Etats
291 membres, une fois qu'ils auront rempli les critères de stabilité du Traité de
292 Maastricht, afin de poursuivre cette histoire à succès.

293
294 Nous croyons que l'ouverture du secteur des services constitue un élément important
295 pour l'achèvement du marché unique et qu'une Directive sur les Services aura un
296 impact positif fort sur la création d'emploi, en renforçant le dynamisme économique
297 et en contribuant à la croissance du marché des services sous-développé en Europe.

298
299 A l'avenir, il conviendra de mieux appliquer le principe de libre circulation des
300 travailleurs, tel que le prévoit le Traité de l'Union européenne, tout en respectant les
301 compétences des Etats membres de l'UE.

302
303 Dans un monde de globalisation, ce n'est qu'en consacrant plus de fonds à la
304 recherche et au développement que les Etats membres de l'UE pourront continuer à
305 sauvegarder la cohésion sociale et renforcer la croissance économique. À côté de
306 cela, il faut également disposer d'un environnement européen plus favorable à
307 l'innovation – ce qui signifie moins de bureaucratie, plus de flexibilité et plus de
308 coopération transfrontalière dans le domaine de la recherche et du développement.
309 Nous devons assurer un plus grand soutien financier à nos universités et centres
310 d'excellence dans toute l'Union. L'éducation est un processus permanent, qui se
311 donne tant dans les établissements éducatifs qu'en dehors, et notre approche doit se
312 fonder sur une croissance et un développement qui ne cessent d'évoluer tout au long
313 de notre vie. Nous sommes convaincus que notre position sur le marché mondial
314 dépendra, dans une large mesure, de notre capacité à innover. Par conséquent, la
315 volonté d'encourager l'innovation et de renforcer considérablement les
316 investissements dans ce secteur, doit être au cœur de toutes nos politiques
317 élaborées au niveau européen.

318
319 Notre succès en matière d'innovation dépendra dans une large mesure, de notre
320 capacité à établir un espace européen d'enseignement supérieur et à renforcer la
321 qualité générale de nos systèmes éducatifs. La recherche et le développement ne
322 peuvent être réalisés efficacement que par des chercheurs qualifiés à qui l'on donne
323 la possibilité de mettre leurs compétences en pratique. Nous pouvons mettre fin à la
324 fuite des cerveaux vers nos principaux concurrents sur les marchés mondiaux, en
325 améliorant l'attrait et la qualité de nos établissements d'enseignement supérieur.

326
327 La solidarité et la cohésion sociale, économique et territoriale, représentent des
328 objectifs importants de l'intégration européenne. Le succès du projet européen
329 dépendra des citoyens européens, qui n'y apporteront leur soutien que si nous
330 réduisons le fossé entre les différents Etats membres et entre les régions de l'Union
331 européenne. En effet, les importantes différences économiques entre Etats membres
332 et entre régions de l'Europe et le manque de liens infrastructurels entre elles, seront
333 de véritables obstacles à la croissance et au développement. Pour parvenir à relever
334 ces défis, l'Union élargie doit avoir une politique de cohésion efficace, qui devrait être
335 considérée comme une manifestation pratique du principe de solidarité.

336
337 Au cours des dernières décennies, certaines de nos nations mais aussi l'Union
338 européenne en général, sont devenues trop réglementées et trop protectrices dans
339 de nombreux domaines. Cet excès de réglementation, comme le démontrent de
340 nombreuses études économiques, nuit à la compétitivité et à la création d'emploi.
341 Nous devons nous assurer que les futures réglementations seront examinées en
342 profondeur avant d'entrer en vigueur, afin de déterminer leur impact sur l'industrie,

343 et en particulier sur les PME et les nouvelles entreprises. Pour nous, les priorités sont
344 de mettre en œuvre plus efficacement les quatre libertés fondamentales (libre
345 circulation des personnes, des biens, du capital et des services) et de créer de la
346 croissance économique ainsi que des emplois qui soient hautement compétitifs sur
347 les marchés mondiaux et donnent aux citoyens une qualité de vie décente. Si l'on
348 veut sérieusement lutter contre le chômage, les réglementations devraient favoriser
349 l'existence de marchés ouverts, garantissant une concurrence équitable et la
350 protection appropriée des employés contre les mesures arbitraires prises par leurs
351 employeurs. Nous devons redoubler d'efforts afin d'améliorer la qualité et l'efficacité
352 des systèmes éducatifs et de formation européens et de créer une main-d'œuvre
353 hautement qualifiée et motivée dans l'Union européenne, y compris les zones
354 rurales, qui représentent aujourd'hui encore 80% du territoire de l'Union. Dans ce
355 contexte, il est important de renforcer la législation commune afin de préserver les
356 activités traditionnelles et de promouvoir la diversification le cas échéant. Pour le
357 prochain exercice budgétaire, les zones rurales devront être soutenues dans un
358 cadre de stabilité budgétaire.

359
360 Nous devons augmenter le taux général d'activité en Europe, y compris le taux
361 d'emploi des femmes. Le respect d'une protection sociale appropriée et des droits
362 sociaux, contribue à la motivation des employés et à la productivité. Le fait qu'il
363 existe des différences considérables au niveau de la distribution des richesses, peut
364 devenir un obstacle majeur dans le processus d'unification et de développement
365 économique. Nous devrions contribuer à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion
366 sociale, et réduire le fossé entre les riches et les pauvres. A cet égard, il est essentiel
367 d'intégrer pleinement les minorités ethniques présentes en Europe, telles que les
368 Roms, dans la société.

369
370 Nous regrettons toute réduction budgétaire dans la politique de développement rural,
371 qui pourrait accélérer le dépeuplement et la désertification. Le budget prévu pour
372 cette politique est insuffisant si l'on veut mettre en œuvre correctement les mesures
373 comprises dans la nouvelle législation en matière de développement rural. Nous
374 demandons à l'Union européenne d'engager une réflexion approfondie sur la révision
375 des besoins financiers identifiés dans ce chapitre.

376
377 Le Modèle social européen se fonde sur l'idéologie socio-chrétienne ainsi que sur la
378 performance et la justice sociale, la concurrence et la solidarité, la responsabilité
379 individuelle et la sécurité sociale. Ces éléments restent essentiels à une époque de
380 mondialisation des marchés et de mutations économiques rapides. Le défi consiste à
381 combiner les nouvelles puissances du marché avec le dynamisme économique,
382 l'humanité et la responsabilité sociale.

383
384 Finalement, la "Stratégie de Lisbonne" – et ses trois piliers : économique, social et
385 environnemental - doit être prise au sérieux par les Etats membres et les mesures
386 nécessaires doivent être rapidement mises en œuvre afin de rendre l'Europe plus
387 compétitive et de créer une véritable société de la connaissance. Ce n'est qu'en
388 acceptant l'interdépendance entre les conditions préalables à la création d'emploi et
389 des normes sociales élevées que nous parviendrons à sauvegarder la cohésion
390 sociale. Nous devons également promouvoir la mobilité en investissant dans
391 l'éducation et la formation, notamment l'apprentissage des langues. Les problèmes
392 liés aux changements démographiques et au vieillissement de la population, ne

393 pourront être surmontés que si l'on adopte des mesures permettant de réconcilier vie
394 familiale et professionnelle.

395
396 De nombreux Etats membres sont encore hostiles à l'égard de bon nombre de
397 réformes du système social et du marché du travail, alors qu'il a été clairement
398 démontré que les Etats qui ont le plus vite entrepris ces réformes, sont visiblement
399 dans une meilleure position que ceux qui y étaient réticents. Notre défi consistera à
400 créer un sentiment de compréhension, d'urgence et d'enthousiasme autour de
401 l'Agenda de Lisbonne.

402
403 Cependant, les institutions européennes doivent elles aussi prendre cette priorité plus
404 au sérieux, dans toutes les décisions et mesures qu'elles prennent. Il est important,
405 pour la crédibilité de l'Union européenne, de respecter pleinement le Pacte de
406 Stabilité et de Croissance. Nous demandons à la Commission européenne de réaliser
407 une évaluation indépendante de l'impact de chaque nouvelle proposition législative,
408 et en particulier leur impact sur les PME. La même démarche devrait être prévue
409 dans les autres institutions lorsque des propositions sont amendées. Les Etats
410 membres et les régions devraient être consultés très tôt dans le processus
411 d'évaluation, en raison du rôle important qu'ils jouent dans la mise en œuvre du droit
412 européen. Nous saluons l'initiative de la Commission européenne de passer
413 également au crible d'anciennes propositions, qui sont toujours dans le processus
414 législatif et de les retirer si elles ont un impact négatif sur la croissance et l'emploi.
415 Nous saluons également l'initiative de la Commission de revoir les 90 000 pages de
416 *l'acquis communautaire* dans le but de les réduire d'un tiers environ. Une des
417 priorités de l'Union devrait être de réduire le nombre de réglementations mais d'en
418 augmenter la qualité.

419

420

421 **Seconde priorité: protéger les citoyens européens**

422

423 Nos valeurs sont menacées par ceux qui veulent tirer profit de notre liberté. Les
424 terribles attentats terroristes de Madrid et Londres ont malheureusement démontré
425 que les citoyens européens sont devenus des cibles du terrorisme. La sécurité des
426 citoyens est une des priorités du PPE. Nous avons encouragé l'ONU et l'UE à établir
427 les mécanismes appropriés afin d'identifier et de protéger les victimes potentielles
428 des attaques terroristes, ce qui constitue l'une des premières priorités dans ce
429 domaine. En outre, le PPE a notamment préconisé l'instauration d'un mandat d'arrêt
430 européen, l'adoption d'une définition commune du terrorisme, la création d'une liste
431 publique des organisations terroristes et des terroristes eux-mêmes, l'amélioration de
432 la coopération entre nos différents systèmes de justice criminelle et l'échange
433 d'information (système d'information de Schengen, système de traitement
434 informatique des visas et échange d'empreintes digitales). Néanmoins, d'autres
435 mesures doivent être prises pour renforcer notre sécurité. La confiance réciproque
436 entre les autorités juridiques des Etats membres, ainsi qu'une définition claire de nos
437 objectifs, sont par conséquent des éléments essentiels.

438

439 Nous devons combattre très fermement l'extrémisme et le terrorisme. Nos sociétés
440 libres ne peuvent accepter l'idée que les terroristes puissent recevoir une
441 récompense sur le plan politique s'ils abandonnent leurs activités criminelles. Dans le
442 cadre de notre stratégie à long terme, nous devons veiller à ne pas céder à la peur,

443 la haine et la violence – mais plutôt renforcer la collaboration et la solidarité avec les
444 voix modérées des différentes cultures. Le PPE réaffirme son engagement à œuvrer
445 en faveur de l'unité et de la solidarité des Etats membres de l'Union européenne, en
446 faisant face à toute possible menace contre la liberté. Les libertés d'expression et de
447 religion sont des piliers fondamentaux de la démocratie et leurs seules limites
448 doivent se fonder sur la responsabilité personnelle et la loi. Les risques liés à la
449 sécurité intérieure en Europe et la lutte contre le terrorisme doivent être traités au
450 niveau européen. Dans une Union européenne dépourvue de frontières intérieures,
451 nous ne pourrions faire face à la menace terroriste qu'en unissant nos forces et en
452 échangeant nos connaissances et nos informations d'une manière efficace et
453 coordonnée. Dans cette tâche, nous ne devons jamais enfreindre les libertés civiles.

454
455 En ouvrant les frontières entre les Etats membres aux personnes, biens, services et
456 informations, nous avons créé l'une des sociétés les plus libres au monde. Mais la
457 liberté n'est rien sans responsabilité ni sécurité. Par conséquent, nous devons nous
458 assurer que les nouvelles frontières extérieures de l'Union sont protégées de façon
459 optimale et finalisées juridiquement, en comptant davantage sur la PESC. L'Union
460 doit renforcer la coopération dans les domaines de la police et de la justice et activer
461 un plan d'action commun. EUROPOL et EUROJUST, ainsi que la coopération entre les
462 services secrets, en particulier ceux des Etats membres de l'UE et des Etats-Unis,
463 doivent jouer un rôle prépondérant dans ce domaine. En particulier, la grande
464 criminalité transnationale doit également être traitée au niveau européen. Une
465 coopération étroite entre les polices de l'Union, avec le concours d'Europol, est seule
466 à même de lutter contre la traite des êtres humains, le blanchiment d'argent ou le
467 trafic de drogue.

468
469 Afin de lutter efficacement contre le terrorisme, nous devons avant tout identifier les
470 menaces et les combattre. Nous avons par conséquent besoin d'une stratégie globale
471 européenne à long terme.

472

473

474 **Troisième priorité: renforcer le rôle de l'Europe sur la scène internationale**

475

476 A l'aube de ce 21^{ème} siècle, le monde est menacé par le terrorisme, les armes de
477 destruction massive, les conflits régionaux, les Etats faillis, la famine et les maladies.
478 L'Union européenne doit par conséquent développer et mettre en œuvre sa stratégie
479 en matière de sécurité, qui repose sur la prévention ainsi que sur la gestion des
480 crises civiles et militaires.

481

482 De plus, nous devons faire face à un défi considérable lié au désordre social et à
483 l'injustice, puisque plus d'un milliard de personnes vivent encore dans la misère
484 absolue. Toutes les nations doivent contribuer à réduire ces inégalités profondes. Il
485 est certain que l'Europe a une influence majeure sur les conditions de l'ordre
486 mondial, notamment les accords commerciaux et les mécanismes financiers de
487 développement. Par conséquent, nous voulons que l'Europe prenne ses
488 responsabilités au niveau mondial, qu'elle parle d'une seule voix et agisse en tant
489 qu'unité.

490

491 Il est crucial, pour l'avenir de l'Union européenne, de renforcer la Politique étrangère
492 et de sécurité commune ainsi que la Politique de sécurité et de défense,

493 complémentaire à l'Alliance transatlantique, et de consolider la défense active et
494 conjointe des droits de l'homme dans les relations internationales. A cet égard, nous
495 saluons le développement de la force européenne de réaction rapide, conformément
496 à la décision d'Helsinki, les premières interventions d'unités militaires dans l'ancienne
497 République yougoslave de Macédoine et en Bosnie-Herzégovine, les missions civiles
498 telles que celles de Aceh et Gaza, et la création de l'Agence européenne de Défense.
499 Nous défendons fermement la mise en œuvre de la clause de solidarité et de
500 garanties en matière de sécurité, dans le cadre de la coopération structurelle, tel que
501 le prévoit le projet de Traité constitutionnel.

502
503 L'UE doit développer un plan d'action pour mettre en pratique sa stratégie en
504 matière de sécurité, et renforcer l'autorité du droit international, le multilatéralisme
505 et les organisations internationales telles que les Nations Unies, la Cour pénale
506 internationale, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale. La seule façon de trouver des
507 solutions aux problèmes mondiaux est d'œuvrer en étroite collaboration avec nos
508 partenaires transatlantiques, dont nous partageons les valeurs et les intérêts. Un
509 nouvel accord de l'OMC est nécessaire si l'on veut stimuler la croissance économique
510 et contribuer à la création d'emploi, à condition qu'il respecte les droits de l'homme
511 et les principes reconnus de l'Organisation internationale du Travail. En particulier, il
512 est important d'offrir aux pays en développement des conditions plus équitables au
513 niveau des marchés mondiaux.

514
515 L'intégration européenne est un modèle de coopération entre Nations, un modèle
516 pacifique et axé sur l'avenir, et constitue la première expérience d'auto-limitation de
517 souveraineté dans un but de paix. Nous devrions favoriser la coopération régionale
518 dans le monde afin de surmonter les vieux conflits non résolus et de consolider la
519 paix. Nous ne pourrions atteindre une paix véritable et durable que si nous
520 encourageons, outre une lutte déterminée contre le terrorisme et l'extrémisme, un
521 dialogue interculturel et interreligieux. La paix, le développement, les droits de
522 l'homme, le dialogue et l'interdépendance entre les peuples et civilisations dans un
523 monde globalisé, constituent les meilleures armes pour éviter les conflits à long
524 terme. L'Europe, qui est le premier donateur mondial tant au niveau du
525 développement que de l'aide humanitaire, devrait jouer – de manière visible – un
526 rôle prédominant dans ces domaines. Nous œuvrons en faveur de la solidarité au
527 niveau international, de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le
528 Développement, d'un partenariat renforcé entre l'Europe et le monde en
529 développement, et de la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et la
530 bonne gouvernance. Il est urgent d'arrêter la progression de la pauvreté dans le
531 monde, de lutter contre la stigmatisation et la discrimination, de combattre les
532 maladies graves, et de réaffirmer à quel point il est important de maintenir les
533 engagements de l'Union pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le
534 Développement, notamment les objectifs relatifs à l'aide au développement des pays
535 d'outre-mer.

536
537 Notre objectif final est de promouvoir la paix, la stabilité, la démocratie, la prospérité,
538 la bonne gouvernance (en particulier en luttant contre la corruption), et le respect
539 des droits de l'homme dans tous les pays. Nous recommandons à cet égard de
540 renforcer le dialogue politique avec toutes les régions. Ceci sera également crucial
541 pour faire face à la pression croissante de l'immigration aux frontières du sud et de
542 l'est de l'Union européenne. La consolidation de la Politique européenne de Voisinage

543 est aussi d'une importance stratégique pour atteindre ces objectifs.

544

545 **Quatrième priorité: la dignité humaine mise en oeuvre au quotidien**

546

547 Les pratiques qui sont illégales dans au moins un des Etats membres ne seront pas
548 financées par des fonds communautaires.

549

550

551 **Cinquième priorité: développement durable et Protection de** 552 **l'environnement**

553

554 Le concept de développement durable vise l'amélioration des conditions de vie des
555 citoyens au sein de l'Union européenne. L'Europe doit renforcer le lien entre
556 protection de l'environnement et compétitivité économique par le biais d'une
557 législation réaliste et flexible, du principe de subsidiarité, et de la confiance dans
558 l'initiative privée.

559

560 La lutte contre les changements climatiques est d'une importance cruciale et devrait
561 mener à la promotion des sources d'énergie sans carbone au niveau européen. Nous
562 avons le devoir, vis-à-vis des futures générations, de préserver la biodiversité de
563 l'Union et les ressources d'eau. La législation dans les domaines du bruit, des
564 déchets, de la qualité de l'air, de la protection des sols, et des produits chimiques,
565 contribuera efficacement à améliorer l'environnement urbain et la santé publique.
566 Pour contribuer à une politique de transports plus durable, nous devrions trouver des
567 moyens d'achever les réseaux trans-européens, de prévenir les embouteillages, de
568 renforcer l'intermodalité et de promouvoir des moyens de transport plus propres,
569 plus sûrs et plus compétitifs.

570

571 Les récentes catastrophes naturelles dans le monde, ainsi que l'augmentation des
572 prix du pétrole et du gaz, démontrent qu'il est nécessaire de renforcer la coopération
573 dans les domaines de la protection environnementale et de la politique énergétique,
574 en particulier l'efficacité énergétique, les économies d'énergie et l'utilisation
575 d'énergies qui n'émettent pas de CO2. Ceci est essentiel, non seulement car la
576 protection de l'environnement ne peut être gérée par les Etats de manière
577 individuelle – mais aussi en raison de l'augmentation des prix de l'énergie, qui a
578 affecté la situation économique de toute l'Union européenne. C'est pourquoi le PPE
579 s'engage fermement en faveur d'un environnement plus propre et d'un
580 développement durable. La protection de l'environnement comprend également
581 notre héritage historique et naturel et demande des actions immédiates ainsi qu'une
582 approche commune pour une politique plus durable, en développant un plan d'action
583 européen. La mise au point d'une stratégie européenne dans le domaine de l'énergie
584 ainsi que la création d'un espace unique européen de l'énergie, contribueront à
585 assurer l'approvisionnement en énergie et l'indépendance à l'égard de l'importation
586 d'énergie, en particulier pour investir dans les sources d'énergie n'émettant pas de
587 CO2, telles que l'énergie nucléaire et les énergies renouvelables.

588

589 La récente crise du gaz entre la Russie et ses voisins, ainsi que l'augmentation des
590 prix du pétrole et du gaz naturel, demandent une réponse européenne à des défis
591 communs. La sécurité de l'approvisionnement en énergie exige un effort considérable
592 au niveau de la recherche, une plus grande diversification des sources d'énergie, une

593 position politique commune vis-à-vis des fournisseurs étrangers et un système de
594 solidarité entre Etats membres en cas de crise.
595
596 Les politiques et actions ainsi proposées exigent un niveau adéquat de financement
597 communautaire, comprenant une possible affectation de nouvelles ressources
598 propres.
599

599 **4. Une Europe plus transparente et capable d'agir**

600

601

602 **Plus de démocratie et des institutions efficaces**

603

604 Le processus actuel d'intégration européenne demande une participation
605 démocratique renforcée au processus décisionnel européen. Des procédures
606 démocratiques doivent être mises en oeuvre dans les domaines où les Etats
607 membres ont conféré des compétences à l'UE. L'Union européenne élargie a mis
608 davantage de pression sur la structure institutionnelle actuelle et les procédures
609 décisionnelles. Les intérêts sont plus variés, les discussions demandent plus de
610 temps et les décisions deviennent de plus en plus difficiles. Certaines des dispositions
611 institutionnelles actuelles du Traité de Nice sont, de notre point de vue, insuffisantes
612 pour assurer le bon fonctionnement de l'Union élargie. Les citoyens sont, pour la
613 plupart, clairement favorables à l'idée d'une Europe plus transparente et plus
614 démocratique. Mais, pour l'instant, ses décisions sont souvent perçues comme très
615 distantes et pas totalement démocratiques ni fiables. L'ironie veut que justement, le
616 Traité constitutionnel réponde à bon nombre de ces reproches et propose des
617 avancées considérables.

618

619 Les problèmes politiques et les faiblesses institutionnelles auxquels la Convention
620 devait apporter des solutions, vont persister et s'aggraver – tant que les réformes
621 prévues dans le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, ne seront pas
622 entrées en vigueur. Pour y remédier, nous devons avant tout prendre plus au sérieux
623 les souhaits et les inquiétudes des citoyens européens.

624

625 Par conséquent, le PPE propose de poursuivre le processus devant mener à la
626 ratification d'un Traité constitutionnel européen après la phase de réflexion, en
627 tenant compte pleinement des résultats de cette dernière. Il suggère que le Conseil
628 européen donne – au plus tard au premier semestre 2007 - un nouvel élan à ce
629 processus. Nous demandons aux gouvernements des Etats membres de l'UE
630 d'impliquer rapidement leurs parlements nationaux dans le processus législatif
631 européen. Afin de s'assurer que les institutions européennes respectent le principe
632 de subsidiarité, le Traité constitutionnel introduit un système d'alerte rapide et une
633 possibilité de recours contre les institutions européennes, ce qui constitue un
634 instrument efficace pour lutter contre la bureaucratie et la paperasserie. Dans cette
635 perspective, il est également indispensable de renforcer les liens entre les institutions
636 européennes et les parlements nationaux, ainsi qu'entre les parlements nationaux
637 eux-mêmes.

638

639 Il est donc essentiel de mettre en oeuvre les réformes prévues dans le Traité
640 constitutionnel – qui sont le résultat d'un large consensus, au sein de la Convention,
641 entre représentants des Etats membres, des Parlements nationaux, du Parlement
642 européen et de la Commission. Une paralysie institutionnelle de l'Union contribuerait
643 à renforcer le scepticisme des citoyens envers l'Union européenne en général. Par
644 conséquent, nous soutenons le projet de Traité constitutionnel dans son intégralité et
645 rejetons fermement l'idée qu'il soit adopté « à la carte ». Le PPE a toujours souligné
646 qu'il était indispensable d'accompagner l'élargissement de l'Union européenne par
647 des réformes visant à rendre les processus décisionnels plus démocratiques et plus

648 transparents, mais aussi par des mécanismes simplifiés et plus flexibles sauvegardant
649 la capacité d'action de l'Union européenne élargie.

650

651 En janvier 2001, le PPE avait plaidé pour la création d'une Convention chargée
652 d'élaborer un Traité constitutionnel pour l'Union. Lors de son Congrès d'Estoril en
653 octobre 2002, le PPE avait présenté ses idées pour une "Constitution pour une
654 Europe forte". Bon nombre de nos idées avaient été reprises dans le projet de Traité
655 suite au rôle prépondérant que nous avons joué au sein de la Convention. Nous
656 voulions que ce nouveau Traité constitutionnel donne à l'Europe plus de démocratie,
657 de transparence et d'efficacité.

658

659

660 **La transparence et la subsidiarité sont des éléments clés**

661

662 La mise en place d'un nouveau système de vote, plus transparent, le renforcement
663 du rôle du Parlement européen, ainsi qu'un « Ministre des Affaires étrangères » et un
664 Président du Conseil européen, sont autant d'éléments qui renforceraient la
665 transparence des décisions prises au niveau européen, amélioreraient l'efficacité, la
666 capacité d'action et l'image de l'Europe dans le monde. En outre, l'importance des
667 élections européennes – qui aboutiraient à la désignation du Président de la
668 Commission européenne – est essentielle si nous voulons prendre davantage au
669 sérieux les droits démocratiques des électeurs européens. Le Traité constitutionnel
670 répartissait également plus clairement les compétences entre l'Union et ses Etats
671 membres, et accordait un nouveau pouvoir de contrôle aux parlements nationaux,
672 leur permettant de veiller au respect du principe de subsidiarité. Avec le système
673 d'alerte rapide, les parlements nationaux peuvent sauvegarder le principe de
674 subsidiarité dans le processus décisionnel au niveau de la base, et, en cas de
675 violation de ce principe, intenter une action auprès de la Cour de Justice. Sans
676 oublier l'importance et le rôle de la Charte des Droits fondamentaux, ses valeurs
677 communes et les droits des citoyens. Par conséquent, si nous souhaitons renforcer
678 l'adhésion des citoyens au projet européen, nous devons favoriser la mise en œuvre
679 de tous ces éléments.

680

681

682 **De meilleures politiques, plus compréhensibles pour les citoyens**

683

684 La politique de communication et les campagnes de relations publiques menées par
685 les institutions européennes ont donné des résultats assez médiocres. Les futures
686 campagnes d'information générale devraient être davantage axées sur les politiques
687 communautaires et aborder les problèmes spécifiques que les citoyens estiment
688 devoir être résolus par l'Union européenne. Une stratégie efficace en matière
689 d'information et de communication doit aussi activement démontrer aux citoyens les
690 avantages que leur apporte leur appartenance à l'Union. Ceci concerne également
691 tout ce que l'UE a déjà réalisé et qui touche le quotidien des gens (par ex. une plus
692 grande mobilité, des coûts de télécommunication plus bas, des tickets d'avion moins
693 chers, un marché commun et une monnaie unique avec plus de choix et des prix plus
694 bas pour tous les consommateurs, la protection transfrontalière de l'environnement,
695 les missions de maintien de la paix, les missions de démocratisation en dehors de
696 l'UE, la coopération policière transnationale, la lutte commune contre le terrorisme, la
697 promotion des échanges entre étudiants et jeunes, etc.).

698

699 Pour que l'intégration européenne soit mieux comprise et acceptée, nous avons
700 besoin de résultats clairs et de politiques efficaces au niveau européen, d'une
701 réforme du processus décisionnel de l'Union, et d'une plus grande transparence – ces
702 mesures seront bien plus efficaces que des campagnes publiques onéreuses. En plus
703 de communiquer, toutes les institutions de l'UE devraient formuler des propositions
704 pour réformer leurs procédures, afin de les rendre moins bureaucratiques et plus
705 accessibles aux yeux des citoyens et des médias.

706

707 Le PPE estime que le dialogue européen ne parviendra à surmonter la crise
708 constitutionnelle que s'il implique non seulement chaque institution européenne, mais
709 également les parlements nationaux et régionaux, les pouvoirs locaux, les partis
710 politiques, les partenaires sociaux, la société civile, le monde académique et les
711 médias.

712

713 Les institutions européennes doivent veiller, en étroite collaboration avec les Etats
714 membres, à ce qu'une discipline budgétaire rigoureuse soit appliquée dans le cadre
715 de la gestion des fonds communautaires, afin que les citoyens puissent avoir
716 confiance dans l'efficacité et la « valeur ajoutée » des programmes de l'Union.

717

718 Le PPE s'engage à apporter sa propre contribution pour rapprocher les politiques
719 européennes des citoyens. Nous sommes convaincus que les partis politiques
720 européens ont le devoir de jouer un rôle actif, en contribuant au processus de
721 formation d'opinion au niveau européen et en multipliant toutes les formes de
722 dialogues et de débats avec les partis nationaux et les citoyens. Ceci demandera de
723 gros efforts de la part du PPE, qui travaillera en étroite collaboration avec ses partis
724 membres. La stratégie médiatique du PPE se concentrera davantage sur les
725 questions politiques fondamentales traitées par les institutions européennes et
726 interviendra efficacement dans l'intérêt des citoyens européens. Nous attendons de
727 nos partis membres qu'ils donnent beaucoup plus d'importance à la dimension
728 européenne à la fois dans leurs débats internes et leurs campagnes électorales.

729

730 En outre, le PPE invitera les partenaires sociaux européens et les représentants de la
731 société civile européenne (organisations de consommateurs, ONG, organisations de
732 défense des droits de l'homme, etc.) à expliquer l'importance de la coopération et de
733 l'intégration européenne aux citoyens. Seule une approche commune, coordonnée
734 entre les partis politiques et les organisations de la société civile, permettra de
735 renforcer l'adhésion des citoyens au projet européen.

736 **5. Conclusion – Notre engagement pour le projet européen**

737

738 La paix et la réconciliation constituaient les premiers idéaux des pères fondateurs de
739 l'Europe et de leurs héritiers, marqués par deux guerres qui avaient anéanti le
740 continent, et brisé le monde entier. Les valeurs humaines de la civilisation
741 occidentale furent touchées au plus profond et des millions d'Européens se
742 retrouvèrent, après la seconde guerre mondiale, soumis au régime communiste.

743

744 Plus jamais de guerre ! Les intérêts divergents et les conflits devaient enfin être
745 résolus pacifiquement à travers un rassemblement et un processus décisionnel
746 commun, au sein d'institutions européennes. Cet idéal devint la plus grande réforme
747 historique du 20^{ème} siècle, qui donne l'exemple au monde entier.

748

749 Les pères de l'Europe appartiennent déjà à l'histoire. Leurs héritiers sont
750 certainement tout aussi motivés qu'eux à sauvegarder la paix et à promouvoir la
751 réconciliation, mais ils n'ont jamais été confrontés à la cruauté de la guerre.
752 Aujourd'hui, ils doivent faire face à des défis totalement nouveaux et à des risques
753 considérables.

754

755 En raison de la globalisation, le monde actuel est en fusion permanente. Il est
756 dangereux de croire que les Etats-nations peuvent encore faire face, seuls, à ce défi,
757 et assurer la prospérité, le bien-être, la culture et l'identité des peuples européens. Il
758 ne sera possible de sauvegarder l'avenir des citoyens qu'avec une nouvelle
759 génération de dirigeants, capables de les convaincre et d'obtenir leur adhésion au
760 projet européen.

761

762 Grâce à l'intégration européenne, nous avons pu garantir la paix, la sécurité et la
763 prospérité sur notre continent pendant plus d'un demi-siècle. Aujourd'hui, l'Union
764 européenne garantit la consolidation des jeunes démocraties d'Europe centrale et
765 orientale et des Balkans, et contribue à la reprise économique de l'Europe
766 occidentale. La diversité des langues, cultures et religions offre des opportunités
767 considérables à chacun d'entre nous. Il s'agit d'une mission permanente pour la
768 société européenne.

769

770 Nous souhaitons apporter notre contribution à ce processus positif et saisir les
771 opportunités qu'il nous offre. La plupart des citoyens, qu'ils appartiennent ou non à
772 une religion ou à une église, souhaitent y collaborer, se rassembler, et s'engager en
773 geste de solidarité. A travers ce « Manifeste », le Parti Populaire Européen demande
774 publiquement leur soutien et leur contribution, afin d'atteindre nos objectifs
775 communs.